



**COMMUNE D'ALLINGES
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU
02 OCTOBRE 2012**

L'an deux mil douze le deux octobre à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire en mairie sous la présidence de Jean-Pierre FILLION, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 24 septembre 2012

Etaient présents : Mesdames DESPRES Muriel, DUMAS Isabelle, BOISSINOT Muriel, BON Elise, EPRON Catherine, FAVRE-VICTOIRE Christiane, GHIGLIONE Patricia, SPECIA Brigitte, BILLAULT Céline, FRULEUX Anne-Marie et Messieurs FILLION Jean-Pierre, DUPUIS Gilles, PHILIPPE Jacques, CART Claude, BECHEVET Patrick, BERGERON Pierre, BONDURAND Jean-Claude, PAILLET Hervé, PERROUD Frédéric, ROUAULT Raphaël, JORDAN Hubert, DEVILLE François, PILLOT Jean-François.

Etaient absents excusés ayant donné procuration : Monsieur GASPARINI Gil-Laurent à Monsieur PERROUD Frédéric, Madame CHABOUD Any à Madame DESPRES Muriel

Etaient absents excusés : Monsieur BOURQUI Roger, madame BARBAZ Christelle

Madame DESPRES Muriel a été élue secrétaire de séance.

Compte-rendu :

Affiché en exécution de l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Lors de la réunion, le Conseil Municipal :

- **ADRESSE** ses vœux de prompt rétablissement à Monsieur BOURQUI Roger.
- **RECOIT** Monsieur GALLARD, représentant la SEDHS (Société d'Equipement de la Haute-Savoie)/ SCET/ Cabinet ALGOE Maître d'ouvrage délégué qui expose le contenu technique et financier du dossier relatif à la suppression des passages à niveau n°67 et 68 préalablement à sa mise en concertation au public. Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal a approuvé lors de la séance publique du 4 septembre 2012 les modalités de la concertation, qui se déroulera du 15 octobre au 12 novembre 2012 inclus. Il précise que les élus seront amenés à se prononcer sur le dossier présenté lors de ladite concertation. Il donne la parole à M. GALLARD qui présente les éléments du dossier. Monsieur GALLARD expose d'abord la proposition concernant la zone économique de Planbois qui serait assuré à partir d'un carrefour giratoire situé au sud de la Zone d'Activité. Cet ouvrage permettrait le rétablissement des accès aux terrains agricoles nécessaire notamment suite à la fermeture du PN 67. Il présente ensuite les deux tracés étudiés relatifs à l'accès au contournement de la ZI de Mésinges depuis la RD 903. La variante au Sud (fuseau 3) implique la construction d'un viaduc de 120 mètres sur pilotis ainsi que le décalage vers le Sud-Est de la RD 903 (Côté Maladière). Du fait de contraintes techniques et environnementales fortes, ce tracé est coûteux et génère un retard de deux ans pour sa réalisation. Le tracé Nord (fuseau 1) propose un raccordement de la rocade sur la RD 903 au Nord-Est du garage de la Maladière. Ce projet fait débat, le tracé proposé étant jugé trop proche des maisons d'habitations de Mésinges situées au Sud du hameau. Le Maire et M. DUPUIS rappellent avoir sollicité la SED 74 afin de modifier le tracé de manière à l'adosser le plus près possible de la zone commerciale (Sud du fuseau 1). M. BERGERON appuie et argumente cette solution et souhaite aussi que la route envisagée soit décalée le plus au Sud. Le Maire soucieux de conférer aux élus la meilleure efficacité dans la prise de position, demande au Conseil Municipal de travailler à la rédaction d'un avis qui sera collégialement validé lors de la séance du mois de

novembre. Cet avis sera rapporté dans le registre de la concertation. Le Maire insiste sur l'intérêt d'une démarche de concertation préalable et précise qu'il ne s'agit pas d'une enquête publique. A la lecture du dossier, M. DEVILLE trouve dommageable l'absence d'un volet paysagé à partir d'une visualisation en trois dimensions. Pour répondre aux diverses interrogations, M. GALLARD insiste sur le fait que le dossier se situe dans la phase d'avant-projet. Il est donc prématuré de figer un tracé en réalisant une incrustation en trois dimensions dans le dossier. M. DUPUIS souhaite que la carte présentée soit mieux centrée sur les points qui font débat, à savoir le raccordement sur la RD 903 et le passage au plus loin des maisons, de manière à disposer d'une vision optimale de la situation nécessaire à une juste appréciation et évaluation des nuisances. M. GALLARD prend en compte cette demande et s'engage à modifier le dossier en ce sens. Mme BILLAULT souhaite savoir si une prospection a été réalisée afin d'anticiper l'arrivée de la 2X2 voies Machilly-Thonon. M. GALLARD précise que selon les études de trafic routier réalisées, il n'y aura vraisemblablement pas d'échangeur complet à proximité de la zone d'activité, mais un demi-échangeur qui sera dirigé vers Thonon, ce que confirme M. Le Maire présent aux différentes rencontres avec les services et élus du Département. Enfin, M. PERROUD s'interroge sur la provenance et le mode de transport des remblais qui seront utilisés pour réaliser cet ouvrage. Le Maire indique qu'au départ, il était envisagé de récupérer les matériaux du CEVA côté français. Cependant, M. GALLARD indique que cela ne sera pas possible car les travaux du CEVA ne sont pas suffisamment avancés pour envisager une récupération des remblais en bonne coordination avec le projet de suppression des PN 67 et 68. L'ensemble des points ayant été abordés, M. GALLARD présente l'échéancier du projet, ponctué par les rendez-vous dans les prochains mois dont l'ouverture de l'enquête publique au printemps 2013, la consultation des entreprises durant le second semestre 2013 et lancement des travaux dès le début de l'année 2014. La mise en service de la route et la suppression effective des deux passages à niveau seront effectives à l'été 2015. Le coût des travaux estimé à 13 millions d'euros en valeur 2010, mais réévalué en prenant en compte les provisions pour risques, atteindrait 17 millions d'euros en valeur 2015. Cet exposé terminé, le Conseil Municipal approuve la proposition du Maire et décide de préparer un avis à déposer au registre de la concertation. L'ensemble des conseillers approuve le dossier mis à la concertation.

- **APPROUVE** le Compte-rendu du Conseil Municipal du 4 septembre 2012 à l'unanimité.
- **EST INFORME** d'une prochaine réunion avec le CAUE avant la fin du mois d'octobre en après-midi afin de finaliser le scénario retenu concernant l'extension du groupe scolaire. Mme GHIGLIONE profite de ce sujet pour rappeler les problèmes de stationnement et le manque de civisme des parents d'élèves aux abords de l'école aux heures de sorties des classes qui pénalisent fortement les habitants du lotissement du « Clos de la Chavanne » gênés pour accéder ou sortir de leur domicile. M. Le Maire considère qu'il va falloir inciter les parents à se garer sur le parking rue du stade et à marcher à l'identique de ce qui se passe dans d'autres communes. Le maire fera appel à la gendarmerie pour verbaliser les stationnements gênants. M. PERROUD considère que le travail de pose de barrières bois réalisé Avenue de Lonnaz à proximité de l'école, n'est pas satisfaisant. M. CART indique qu'il a déjà contacté l'entreprise EMC à ce sujet et que les malfaçons seront rectifiées. M. Le Maire souhaite poursuivre les aménagements afin de favoriser les cheminements piétons pour empêcher les stationnements « sauvages » et privilégier ainsi les déplacements doux ou collectifs. M. PERROUD souhaite savoir s'il ne serait pas possible de mettre en place une dépose minute. Le Maire précise qu'en classe maternelle, il est obligatoire d'emmener les enfants auprès des personnels de l'école. Mme BILLAULT relève qu'il serait intéressant d'intégrer une étude de circulation sur ce secteur dans le cadre de la délibération du précédent conseil municipal, relative aux déplacements dans le cadre de la révision du PLU. Le Maire précise que la mission confiée au CAUE, dans le projet d'agrandissement de l'école, prend en compte cette problématique et traite les questions des cheminements. Mme BOISSINOT et M. ROUAULT souhaitent que les enseignants et les personnels de l'école cessent de garer leur véhicule devant l'école. Mme FAVRE-VICTOIRE s'interroge sur la date de fin des

travaux de remblaiement Avenue de Thonon. Le Maire et M. Dupuis ont suivi ce dossier. Le Maire confirme que la date buttoir mentionnée dans l'arrêté Préfectoral n° 2011110-0010 autorisant la renaturation de la zone est fixée au 30 septembre 2012. Le Conseil est informé du lancement des travaux de réhabilitation du Club House du Tennis. Ce chantier devrait être terminé avant la fin de l'année. La réalisation d'un puits perdu, dans le lotissement du Clos de la Chavanne à la jonction du réseau privé avec la canalisation publique pour pallier aux risques d'inondations, a été confiée à l'entreprise BEL & MORAND pour un montant de 4.000 € H.T.

- **EXAMINE** les propositions présentées pour l'acquisition d'une saleuse pour le tracteur des services de voirie afin d'optimiser les opérations de déneigement, permettant ainsi à deux engins de déneiger et saler simultanément de manière autonome. Le Maire indique que le choix proposé par M. BOURQUI et retenu par l'équipe des agents de la voirie s'est porté sur la proposition de l'entreprise VILLETON pour un montant de 13 650€ HT. Le Maire profite de ce sujet pour saluer le travail exceptionnel que font les employés municipaux en matière de déneigement. Le Conseil décide également de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'agrément du tracteur, ce qui implique le passage en RTI (Réception à Titre Isolé).
- **APPROUVE** la participation au groupement de commande initié par le SIBAT concernant l'installation d'abribus et de poteaux d'arrêt. Le Maire souhaite que la commission des travaux et la commission scolaire se réunissent afin de bien identifier les besoins. Mme BOISSINOT souhaite vivement que les abribus soient remplacés. Mme BILLAULT est désignée à l'unanimité par le Conseil Municipal pour représenter la commune dans la commission de l'appel d'offres, si nécessaire.
- **DECIDE** la création d'un poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe nécessaire au fonctionnement de l'Agence Postale Communale. La personne recrutée est Amélia CAMER, elle intégrera les services de la commune à l'ouverture officielle de l'Agence Postale Communale le 1^{er} décembre 2012. M. DEVILLE s'interroge sur la continuité du service en cas d'absence de l'agent. Le Maire prend acte de cette remarque pertinente et indique qu'il conviendra de former un second agent, retenu dans l'effectif actuel. Mme BILLAULT s'interroge sur le nombre de candidats. Le Maire précise que 16 candidats ont transmis leur candidature. Il indique que la personne recrutée, déjà intégrée dans la fonction publique territoriale, est très volontaire pour proposer également des services annexes relatifs au tourisme par exemple, notamment dans le cadre de la valorisation des châteaux des Allinges et de la promotion du Géopark et de toute action utile à la communication municipale ou intercommunale en matière touristique ou sociale. M. JORDAN précise qu'il votera contre la création de ce poste, en cohérence avec son vote contre la création de l'Agence Postale Communale, de même que M. PILLOT. Messieurs ROUAULT, BONDURAND et BERGERON ainsi que Mesdames BILLAULT et FRULEUX s'abstiennent, pour les mêmes raisons de cohérence, s'étant abstenus lors du vote validant l'évolution du Bureau Postal en Agence Postale Communale.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à demander une subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour la réalisation du bilan sanitaire des châteaux indispensable, préalable à la mise en œuvre de travaux sur le site et en particulier l'installation du Géosite prochainement. Le montant estimatif de 30 000 € correspond à 40 % de la dépense globale à engager. Le Département et la Région seront sollicités afin que la Commune assure un autofinancement à hauteur de 20 %. Par ailleurs, lors des travaux de réfection du mur d'enceinte Nord-Est de Château Neuf, il a été constaté un arrachement sur le mur de soutènement de la terrasse de la Chapelle. Le montant des travaux imprévu est estimé à 2.125 € HT, l'Etat accorde une subvention de 850 € soit 40% de la dépense. Le Conseil autorise Le Maire à demander ces deux subventions à l'unanimité. M. DUPUIS déplore les dégradations qui ont eu lieu contre les éclairages de la montée des châteaux. M. PERROUD transmet une remarque de M. GASPARINI concernant la demande d'une personne âgée qui se rend à l'office religieux aux châteaux le mardi soir en toute insécurité par manque d'éclairage. Le Maire et M. CART vont agir pour que tout

soit fait dans les meilleurs délais malgré les complications techniques. En préalable, M. CART propose qu'un éclairage sur deux soit pour l'instant remis en état de fonctionner.

- **CONFIE** la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un espace public avec terrain multisports, jeux pour enfants et terrain de pétanque, voire skate Park au Bureau d'Etudes BARNOUD-TROMBERT pour un montant de 6 000€ H.T. Le Maire souhaite que la commission ad hoc qui s'était déjà réunie puisse se retrouver à nouveau afin de travailler sur ce sujet. Mesdames BILLAULT et GHIGLIONE souhaitent participer aux travaux de la commission. Les représentants des associations sportives seront également invités, ainsi qu'un représentant des jeunes qui avaient initié la demande.
- **DECIDE** de louer l'appartement disponible de l'école à Mademoiselle CHOQUEL enseignante nommée récemment par l'Education Nationale pour assurer l'enseignement dans la seizième classe. La location, d'un montant de 350 € par mois hors charges et le bail y afférant sont approuvés à l'unanimité.
- **RECOIT** la réponse au recours gracieux formulé par plusieurs habitants du lotissement des Bougeries contre le Permis de Construire relatif à la réalisation de 11 logements aidés. Le Maire informe le Conseil Municipal de la prise en charge des frais d'avocats par Groupama
- **EST INFORME** par Le Maire des évolutions récentes du dossier de l'intercommunalité suite à la dernière réunion de la CDCI présidé par Monsieur Le Préfet. Il indique qu'à l'heure actuelle, les discussions sont en cours pour faciliter et imaginer la création d'une grande communauté d'agglomération autour de Thonon, Evian, Collines du Léman, Bas Chablais et Fessy, Lully, Brenthonne. Le Maire indique que la Communauté de Communes du Bas Chablais ne souhaite pas s'intégrer dans la Communauté d'Agglomération et marque son étonnement considérant que cette collectivité engagée dans le Projet d'Agglomération Franco Valdo Genevois (Le Grand Genève) par son adhésion à l'ARC (Assemblée Régionale de Coopération) pourrait occuper une place privilégiée dans la création d'une grande agglomération à l'échelle du Chablais de manière à renforcer la présence et le poids politique, économique et administratif de notre territoire.) Le Maire ajoute que le fait de passer en Communauté d'Agglomération au-delà de la mutualisation des moyens et du partage des compétences est avantageux pour les finances de ce nouvel établissement public, donc in fine pour les habitants, au moment où la poursuite du gel des dotations de l'Etat est annoncée. Il rappelle enfin que le Chablais est la seule zone géographique de la Haute-Savoie à n'avoir pas résolu l'achèvement de la carte intercommunale. Afin d'avancer sur ce dossier, il souhaite que le schéma, qui devrait intégrer la CCPE, Thonon, Les Collines du Léman, et Reyvroz soit voté le plus rapidement possible. M. PILLOT s'interroge sur la date à laquelle ce schéma sera effectivement mis en place. Monsieur le Maire indique que les élus doivent se mettre d'accord avant la fin de l'année 2012, sans quoi le Préfet imposera le schéma retenu selon son appréciation en utilisant l'article 38 de la loi du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales. En tout état de cause, le périmètre de l'intercommunalité doit être défini pour une mise en place de l'institution au 1^{er} juillet 2013.
- **ENTEND** la question de Mme BOISSINOT concernant le niveau d'occupation des caveaux au cimetière. Elle souhaite savoir s'il est nécessaire de construire de nouveaux caveaux avant la fin de l'année. Monsieur le Maire indique qu'il subsiste aujourd'hui environ 12 caveaux. Une consultation aura donc lieu en début d'année 2013 pour construire de nouvelles places. Mme BOISSINOT souhaite ensuite savoir s'il serait possible que les enfants du chef-lieu disposent d'une aire de jeux dédiée et sécurisée. Elle propose qu'une chainette soit installée afin de laisser libre la petite cour située en contrebas de la mairie, devant la petite salle communale. Le Maire indique qu'il va réfléchir à cela avec les élus, mais que cette proposition certes louable est difficile à mettre en place attendu que l'accès à la MJC est assuré par cet espace afin de désolidariser les locaux dédiés à cette association du reste du bâtiment polyvalent dont l'entrée principale demeure au niveau supérieur.

- **ENTEND** la question de Mme DUMAS concernant l'occupation de la petite salle communale par l'atelier photo de la MJC. Elle émet son opposition à cela et rappelle que l'ensemble de la salle communale doit être disponible le vendredi pour la commune, notamment du fait des locations du week-end. M. Jacques PHILIPPE réaffirme cette position. Le Maire précise que la demande de la MJC paraît cependant légitime, du fait de la nécessité de trouver un lieu pour l'atelier photo, même si cette activité ne se déroule qu'un vendredi sur deux. L'occupation l'année dernière du restaurant scolaire à cet effet, n'est plus disponible aujourd'hui du fait de l'installation du self. Mme DUMAS et M. PHILIPPE refusent que cette dérogation soit accordée. Monsieur le Maire rappelle qu'il revient à la commune d'aider à trouver une solution à ce problème et indique qu'il va agir dans ce sens.
- **PREND EN COMPTE** la question de M. PAILLET concernant l'organisation de l'activité natation durant cette année scolaire. M PAILLET souhaite que les allers retours à Habère-Poche ne soient plus effectués, évoquant notamment les problèmes de chauffage qui obligeaient les enfants à se baigner dans une eau relativement froide. Le Maire indique qu'il va se renseigner et tenter de trouver une solution à ce problème, en lien avec la directrice de l'école, les services de la Mairie et l'Association de Parents d'Elèves. L'ordre du jour étant épuisé, M. le Maire lève la séance la séance est levée à 23h15. Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé le registre en séance les mêmes an, mois et jour que susdits.

Le Maire
Jean-Pierre FILLION.